

Flash Economie

N° 40

12 novembre 2024

Il vaut mieux réduire les inégalités par la hausse du taux d'emploi que par les transferts publics

Nous comparons deux modèles :

- le modèle français, où les inégalités sont réduites par l'importance des transferts publics et non par un niveau d'emploi élevé ou par une modernisation de l'économie ;
- le modèle suédois, où les inégalités sont réduites par le niveau élevé du taux d'emploi et où la réduction des dépenses publiques a permis de consacrer davantage de moyens à la recherche, d'où une rapide modernisation de l'économie et le maintien de gains de productivité importants.

Nous pensons que, à long terme, le modèle suédois est supérieur au modèle français, avec le recul des gains de productivité dans le modèle français dû au poids des dépenses publiques de protection sociale qui empêche de consacrer l'argent public au soutien de la croissance à long terme.

Patrick Artus

Conseiller économique senior

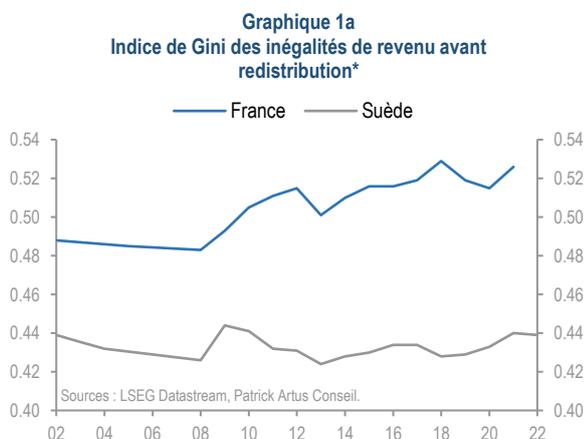
patrick.artus-ext@ossiam.com

[X](#) @PatrickArtus

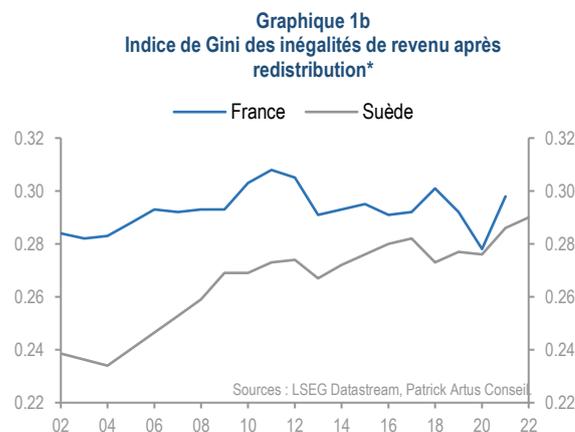
Communication marketing : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

Réduction des inégalités par les transferts publics dans le modèle français

Nous comparons l'indice de Gini des inégalités de revenu, avant et après politiques redistributives, en France et en Suède (Graphiques 1a/b).



*Indice de Gini, 0 = égalité totale ; 1 = inégalité totale

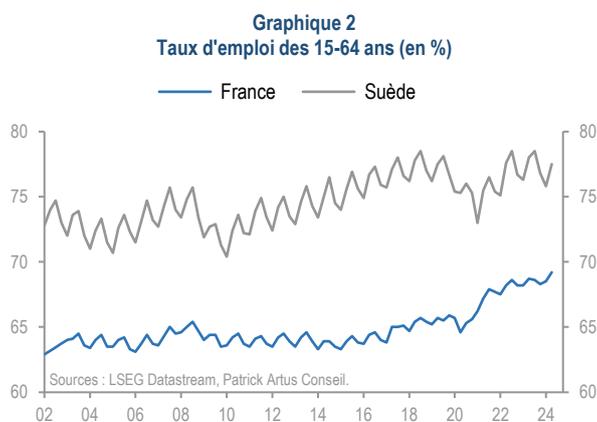


*Indice de Gini, 0 = égalité totale ; 1 = inégalité totale

On voit que **c'est la redistribution qui ramène les inégalités de revenu en France au niveau de celles de la Suède.**

Le rôle du taux d'emploi dans la réduction des inégalités en Suède

Le Graphique 2 compare le **taux d'emploi** en France et en Suède.

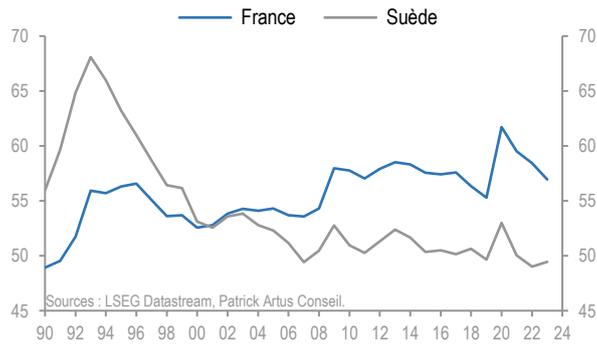


On voit que **le taux d'emploi est beaucoup plus élevé** (de 6 à 7 points en 2024) en **Suède qu'en France**. Ce niveau élevé du taux d'emploi permet de réduire les inégalités de revenu, à la différence de la France où l'on se repose sur l'importance des transferts publics pour réduire les inégalités.

La Suède, une culture économe en dépenses publiques

Depuis les années 1990, la Suède a fait un effort important de réduction des dépenses publiques en conditionnant les indemnités de chômage à un effort des chômeurs pour se former et retrouver un emploi, en réformant le système de retraite, en mettant en place une réforme de l'Etat, avec le système des Agences où les salariés sont de droit privé et où l'efficacité est mesurée continuellement. **Le Graphique 3 montre l'évolution des dépenses publiques rapportées au PIB en France et en Suède depuis 1990.**

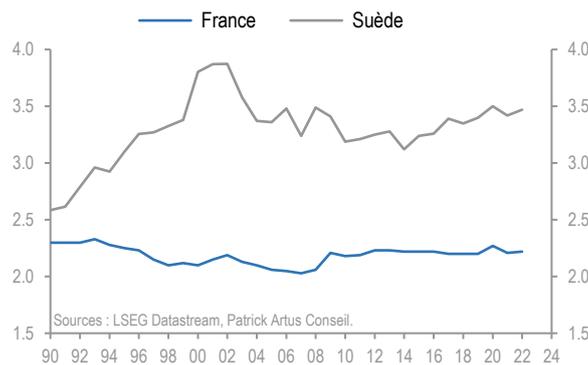
Graphique 3
Dépenses publiques (en % du PIB valeur)



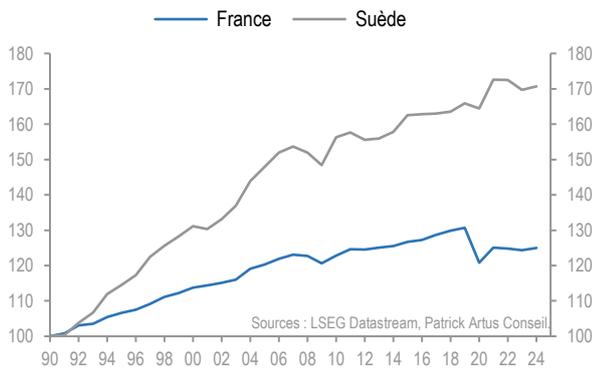
On voit **une tendance à la hausse du poids des dépenses publiques en France, une tendance à la baisse en Suède**, particulièrement forte de 1993 à 2007.

La culture des pays nordiques est devenue économe en dépenses publiques, ce qui a permis par exemple en Suède **d'accroître les dépenses de Recherche-Développement (Graphique 4), de maintenir des gains de productivité substantiels (Graphiques 5a/b)**.

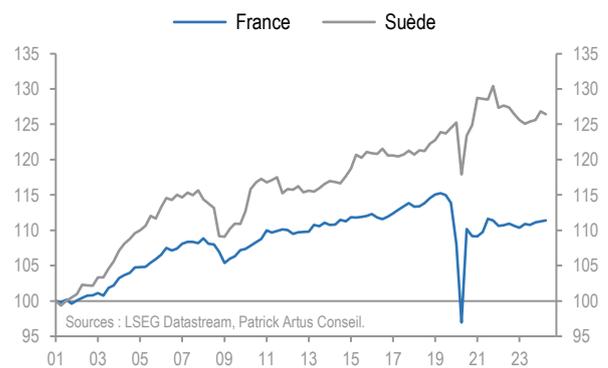
Graphique 4
Dépenses totales de R&D (en % du PIB valeur)



Graphique 5a
Productivité par tête (100:1990)



Graphique 5b
Productivité par tête (100 : 2001,T1)

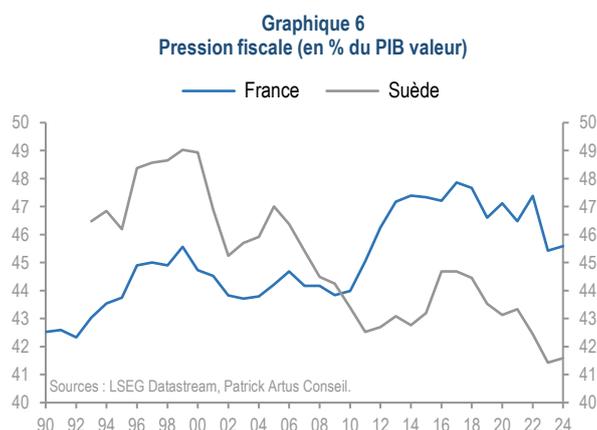


Synthèse : la supériorité à long terme du modèle suédois sur le modèle français

Le fait :

- de rendre conditionnelles un certain nombre de dépenses publiques (indemnités de chômage) ;
- de réformer l'Etat de manière à le rendre moins dépensier ;
- de réformer le système de retraite de manière à ce qu'il soit toujours équilibré ;

a permis en Suède de réduire le poids des dépenses publiques et de réduire la pression fiscale (**Graphique 6**), ce qui est très différent de la situation française.



Cela a permis à la Suède de faire croître ses dépenses de Recherche-Développement (publiques et des entreprises), de conserver une croissance potentielle forte.

Au contraire, la France a préféré réduire les inégalités par les dépenses de transfert ce qui a concentré les dépenses publiques sur les transferts et pas sur les dépenses d'avenir.

Ces choix de politique économique se sont révélés favorables à la Suède : inégalités faibles, taux d'emploi élevé, croissance régulière, alors qu'en France, si les inégalités après redistribution sont faibles, le taux d'emploi est faible, la croissance de la productivité est devenue négative depuis 2019.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agrément n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptibles de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.